

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal, Lentente 656-02.

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Monimartre, PARIS (2^e)

Le Condor des Alpes

Les thuriféraires et les profitiers de cette invention bourgeoise, de cette machine à décevoir le peuple, qu'on appelle Suffrage Universel, s'indignent, avec de grands mots, de l'élection du baron de Rothschild dans les Hautes-Alpes !

Certes, ce n'est pas ici que nous prendrons la défense du bonhomme chamaré d'or, cousu de billets de banque, du chèque vivant qui vient de faire un beau virage dans l'urne magique où l'électeur jette son torchon de papier.

Ce n'est pas le *Libertaire* qui fera brûler même une goutte d'encens devant ce Veau d'or de la Bourse, dont la fortune est une honte et dont les libertés ne représentent même pas une once de la restitution exigible d'un parent sien.

Mais, tout de même, quelle belle leçon de choses, quelle admirable dépréciation, quel superbe avilissement du dogme électoral, que la randonnée corruptrice et le triomphe final de ce baron aux poches pleines, au portefeuille gonflé, que les roubards de ces montagnes ont surnommé : le Condor des Alpes !

Il n'a fait que réaliser, que faire entrer dans le domaine immédiatement actuel et pratique, ce que les autres, les familières et les ambiguës, promettent toujours dans des discours lunaires, dans des phrases ronflantes, dans des périodes qui montent et s'éteignent comme de fallacieux feux d'artifice.

Cet oiseau de proie aux ailes couvertes de numéraire, au bec doré, aux griffes d'argent, a matérialisé la hideur indélébile du Suffrage universel.

Il a fait la preuve par neuf que ce monstre de papier était corrupteur en lui-même et portait en ses flancs le chancere rongeur qui le ruinerait et le détruirait un jour.

Tu veux boire, électeur ? Bois jusqu'à plus soif, et saoule-toi la gueule !

Tu veux une vache, électeur ? En voici une, avec son veau !

Ta femme est morte, électeur ? Voilà cent balles pour la bière et cent balles pour le curé !

Ta maîtresse veut un bouquet, électeur, avec des roses de Nice ? Je te le paye à beaux deniers !

Tes gosses veulent des billes, électeur ? En voici de pleins sacs !

Il établit son G. O. G. électoral à Gap. Tout le département accourt.

Du balcon de l'hôtel, il montra à la foule des billets de mille et, après en avoir fait, à l'instar du Christ, la multiplication en coupures de 20, de 10 et de 5 balles, il les fit lancer par poignées !

Le spectacle était admirable, et les dévots du suffrage universel avaient l'air d'assister à un miracle !

Il offrit des digues, il offrit des ponts, il offrit tout ce que le plus riche Crésus du monde peut offrir à Démos émerveillé !

Les autres, ceux qui s'indignent avec des airs pudiques de pleureuses et qui remplissent de larmes leur urne d'amour, ceux-là avaient promis la vie moins chère, le pain abordable, l'anarchie sans restrictions, et maintenant, ils viennent tenir séance de jour et de nuit, mais la vie devient plus dure, le pain augmente et les misérables emprisonnés heurtent du front les murs de leur cellule, meurtris par un espoir déçu, par un espoir mensonger qui augmente leur martyre !

Le Condor des Alpes est, certes, une crapule sans vergogne, mais les nantis du Suffrage universel sont des menteurs avérés, impudents, et si l'ordre du baron est un or corrupteur, leurs paroles fausses sont corruptrices, leurs promesses non tenues sont des abus de confiance !

Cet hurluberlu, qui sera bien à sa place au milieu d'eux, avait promis aux montagnards une digue pour arrêter le vent !

Nous, libertaires et réfractaires, il faut que nous élevions une digue avec tous les dégoulin, avec toutes les saintes haines, avec tous les désespoirs, pour arrêter le torrent boueux de l'élection, le fleuve immonde des appétits et des ruses, et que cette digue soit si forte, construite d'un tel ciment, que nulle puissance capitaliste ne puisse l'ébranler !

Allons, saute, Baron, déploie tes ailes d'or, à Condor des Alpes ! et viens te poser sur ton perchoir, au palais des menteries ! Tu seras à ta vraie place, parmi les perroquets et les serins, et on trouvera bien un portefeuille pour tes serres avides !

Guy SAINT-FAL

L'acquittement du capitaine par ses pairs

Dans la salle du conseil de guerre, basse et humide, un rayon de soleil pénètre, joue sur la panse rebondie de l'avocat bœuf, puis se promène sur le front bas des galonnés. Quel effort d'attention ! Ils jugent un des leurs, le capitaine Rouquier, qui tua d'un coup de revolver son concierge et crémier, le fils Jacquinet.

Cas de conscience. Qui est-ce qui l'emportera ? La police ou l'armée ? Il faut choisir entre ces deux soutiens de l'ordre social.

Bien vite, c'est l'armée qui l'emporte. Rien n'y manque. Rapport d'un expert qui conclut à la responsabilité atténuée de l'inculpé, tout en déclarant sans rougir qu'il eut jugé le même homme responsable s'il eut agi d'une désertion.

Témoignage attendrisant de la poule de luxe, compagne de l'inculpé, qui élborne le conseil par sa robe à la dernière mode et par son visage de vieille combattante.

Lettre élogieuse du colonel se solidarisant avec son « cher camarade ».

Le cher camarade a l'air d'un poisse de la haute et l'on a l'impression que des scènes scandaleuses devaient se passer dans l'entresol de la rue Léo-Delibes. Quelle combine douteuse devait lier ce fils créancier et concierge et ce locataire débiteur !

Le commissaire du gouvernement annonce un réquisitoire modéré. Des bribes de droit saisies dans des manuels s'y mêlent au mépris de toute logique. Malgré un rhume de cervae qui a osé s'attaquer au nez d'un colonel, on perçoit que pour l'accusation le crime le plus grand de l'inculpé fut d'emprunter de l'argent à un intérieur.

La défense est représentée par deux avocats, M^e Henri Géraud et M^e Leandri. Ce dernier est le plus cocasse défenseur que j'ai jamais vu. Un ancien avocat bœuf de la rue du Chercy-Midi devient avocat tout court. Il prend la parole et aussitôt c'est une pétrade de mots où reviennent comme un refrain : patrie, grand soldat... grand cœur... Verdun... hérosme. On dirait un article de l'*Echo de Paris*.

C'est le même Leandri qui, il y a quelques semaines, demandait deux ans de travaux publics pour un déserteur qu'il était censé défendre.

M^e Henri Géraud, lui, plaide avec charme, finesse et talent. Sa longue barbe ondulée et sa voix est insinuante et sonore.

Il est humain, surtout après le courard Leandri.

Après quelques minutes de délibération, pour la forme, les galonnés rapportent l'acquittement d'un des leurs. L'armée est sauve.

Mais toi, pauvre soldat, crève à Biribi.

LE FAIT DU JOUR

Justice de classe !

Attaqué en pleine rue par des fascistes, le jeune anarchiste Castagna, en évident état de légitime défense, tire un coup de revolver et abat un sous-chef parisien de la bande mussolinienne : le jury de la Seine la condamne à sept ans de réclusion.

Le capitaine d'artillerie Rouquier, décoré de la Légion d'honneur, a des affaires d'argent avec son concierge, l'agent de ville Jacquinet. Au cours d'une discussion violente à son domicile, le capitaine répond à un coup de poing par trois coups de revolver. Le fils est tué. Passant, hier, devant le conseil de guerre de Paris, le capitaine Rouquier est acquitté.

Mais qu'on nous permette seulement de comparer les deux verdicts : l'anarchiste condamné ; l'officier acquitté.

Et maintenant, supposez qu'un un des nôtres, un simple prolétarien, un quelconque locataire de faubourg, ait tout comme le capitaine Rouquier, descendu à crocs de rigolo son fils de pipelet parce qu'il venait lui réclamer l'argent (son terme, par exemple), croyez-vous qu'on eût trouvé des juges pour l'absoudre ?

Hélas ! il eût été bel et bien condamné à mort, ça ne fait pas l'ombre d'un doute.

Telle est la justice de classe. Elle est la négation même du concept de justice. Aussi les anarchistes n'accordent-ils leur confiance à aucun tribunal. Ils se refusent à reconnaître la compétence des hommes de loi qui ont la prétention stupide de trancher en quelques minutes d'audience toute la destinée d'un être. A plus forte raison, ils ne commettent jamais la sottise de s'ériger eux-mêmes en juges. Les anarchistes restent avec la Vie contre le Code et contre les prisons et les supplices qui en découlent.

DE LA TERRE POUR LES PAUVRES ?

Le parti radical argentin aurait l'intention de déposer au Congrès un projet de loi demandant l'expropriation des grands domaines qui seraient divisés en parcelles et partages entre les citoyens pauvres.

Cela est bien ; mais c'est toute la terre qu'il faudrait donner au paysan, et l'usine à l'ouvrier, sans quoi rien ne sera changé dans notre société, qui restera sous la coupe du capital et de l'exploitation.

Le parti radical argentin aurait l'intention de déposer au Congrès un projet de loi demandant l'expropriation des grands domaines qui seraient divisés en parcelles et partages entre les citoyens pauvres.

Cela est bien ; mais c'est toute la terre qu'il faudrait donner au paysan, et l'usine à l'ouvrier, sans quoi rien ne sera changé dans notre société, qui restera sous la coupe du capital et de l'exploitation.

Un formidable cyclone ravage les côtes de l'Atlantique

MAISONS RENVERSEES — NAUFRAGES DES CENTAINES DE VICTIMES

New-York, 27 août. — Un formidable cyclone, accompagné d'une pluie violente, a balayé la côte de l'Atlantique. Le port de New-York est encombré de navires qui sont venus y chercher un abri contre la tempête.

La pluie et un brouillard très dense ont désorganisé le trafic à New-York. De nombreux accidents d'automobiles, dont plusieurs mortels, en ont été la conséquence.

L'Observatoire, qui prévoit une tempête plus violente encore, en a avisé le public.

LE DESASTRE EN VIRGINIE

New-York, 27 août. — Des messages de Virginie et des deux Carolines annoncent que des montagnes d'eau ont brisé les jetées.

Les vagues énormes qui se sont précipitées sur l'île d'Ocracoke, dans le détroit de Pamlico, y ont causé de grands ravages ; des centaines de maisons ont été détruites et plusieurs bateaux ont sombré. Il y a plusieurs centaines de victimes.

Les secours ont été envoyés immédiatement.

NAUFRAGES EN MER

Un vapeur américain qui avait recueilli les signaux de détresse d'un quatre-mâts en vue de la côte de Floride n'a pu le secourir.

Les navires de tous les ports de l'Atlantique ont retardé leur départ en raison du mauvais temps.

Il faut libérer Bassaler

Le 13 août, à l'issue du meeting tenu au Cercle Franklin, les inscrits maritimes adhérents encore à la vieille C. G. T., décident de se porter au siège du syndicat réformiste, pour obliger le secrétaire Le Gonidec à démissionner. En cours de route, en descendant le Cours de la République, ils rencontrent, assis à la terrasse d'un café et les narguant, l'ex-secrétaire du syndicat confédéré, le sieur Montagne.

Il n'en fallut pas plus pour déchaîner la juste colère des marins et, ceux-ci, s'emparant du renégat, lui administrent une volée dont il conservera longtemps le cuisant souvenir.

Ensuite, les inscrits allèrent devant le siège de leur syndicat mais ils se heurtèrent aux forces de police qui, par une amère ironie du sort, durant protéger un secrétaire confédéré.

Or, le lendemain de cette affaire, les sieurs Montagne et Le Gonidec, pour se vendre des grévistes, désignèrent à la police le camarade Bassaler, trésorier de l'Union des syndicats des Marins de France. A la suite de la plainte déposée par les chefs réformistes, un mandat d'arrêt était lancé contre Bassaler et, le 15 au matin, celui-ci fut mis en état d'arrestation. Ainsi, sur la simple dénonciation d'individus dont le passé est des plus louche et qui sont de véritables agents provocateurs, on se permet d'atteindre à la liberté d'un innocent et de le maintenir en prison, car le camarade Bassaler est absolument innocent et ne saurait être tenu pour responsable des incidents qui sont produits et de la correction infligée à un traîne et à un gredin de la pire espèce.

En effet, au moment où le renégat Montagne était mis à mal par les inscrits et où Le Gonidec était assiégié par ses propres troupes, notre camarade se trouvait à son occupation habituelle et remplissait ses fonctions de trésorier au siège de l'Union Syndicale des Marins.

Mais ne faut-il pas à la justice bourgeoise des victimes ? Et pour cela, elle ne recule devant aucun moyen, devant aucune ignominie.

Se servant du crime de complicité morale, la police peut arrêter n'importe qui et à n'importe quel moment. Il suffit que l'on soit dans la ville à l'heure où les incidents et les événements se sont produits.

Nous ne pouvons tolérer un tel mépris du droit et de la liberté des individus. Notre camarade Bassaler est innocent et il doit être relâché sans tarder.

C'est déjà trop de l'avoir maintenu en prison depuis 14 jours, sur la simple dénonciation d'agents provocateurs.

Aussi, exigeons-nous sa libération immédiate.

Mussolini sévit contre la presse

Une dépêche de Rome nous apprend que le préfet de Rome a fait saisir le *Popolo*, pour « un article susceptible de susciter les esprits et de troubler l'ordre public ».

Dans cet article, le *Popolo* reprochait à la presse gouvernementale de vouloir faire l'obscurité sur les circonstances de la découverte des restes de Matteotti. Dans un autre, il qualifiait les auteurs du délit d'association de malfaiteurs.

Les mesures de Mussolini trahissent sa peur de la lumière.

LA VIE CHÈRE

Du mandataire au détaillant

tidiennement s'approvisionne aux Halles, et fournit de la pomme de terre à 0 fr. 60 le kilo, alors que la même est vendue cent mètres plus loin par un autre commerçant 0 fr. 80. C'est donc bien une preuve que la vie chère est bien l'effet d'une spéculation intensive, contre laquelle nous avons le devoir de nous élever.

Telle autre maison fournit du sucre à 3 fr. 60 le kilo sans perdre un centime — car il n'est pas dans l'habitude d'un commerçant de vendre moins cher qu'il n'achète — cependant que la boutique d'en face exige pour cette même denrée, sortie de la même raffinerie, 4 fr. 10 et 4 fr. 20.

Que fait le gouvernement ? Rien ! Il réunit des conseils, il nomme des commissions. Les ministres font des discours, et s'en vont demander à ceux-là mêmes, qui sont les premiers intéressés à ce que la vie augmente de bien vouloir les aider à rechercher les moyens propres à arrêter la crise dont nous souffrons terriblement.

Et pendant que tous ces fantoches bavent en compagnie de tous les affameurs, la bourse officielle annonce qu'il y a une hausse de 10 francs sur le chou-fleur, de 50 francs sur le haricot vert, de 20 francs sur le navet et de 30 francs sur le poireau. Et le populo paie, sans rien dire, sans protester, sans élever la voix.

Lorsque par hasard une baisse se manifeste en bourse, le consommateur ne s'en aperçoit pas, car les prix ne changent pas entre le détaillant, qui ne juge pas utile d'en faire profiter le consommateur.

N'ayant pas, ainsi que les journaux de gauche ont d'extrême-gauche, à ménager certains éléments électoraux, et ne cherchant qu'une chose : les causes de la vie chère ; nous n'pections donc pas à affirmer que le petit détaillant, tout autant que le gros, spécule honnêtement sur la misère humaine, et ne fait pas preuve d'une rapacité moins grande.

Nous disions avant-hier qu'aucun commerçant ne travaillait aujourd'hui à moins de 30 0/0, et nous étions étonnés de la moyenne. Sur les aliments de luxe inabordables à la bourse prolétarienne, il est difficile de prendre des mesures, il encourage ces manœuvres, et assiste impassible et impuissant aux difficultés grandissantes de la classe ouvrière que l'on grise de

Chez les faiseurs de lois

On ferme

A la Chambre, comme au Sénat, décret de clôture.

Les pingouins et les phoques du Parlement s'en vont à la queue leu leu dans leurs provinces respectives, l'un emportant son masque et l'autre son mensonge !

Si les électeurs n'étaient pas les poires qu'ils sont de toute éternité, ils mettraient leur nez de ces honorables dans le caca de leur vilenie.

Ils leur demanderaient pourquoi ils ne tiennent pas leurs promesses et pourquoi les actes législatifs ne suivent pas les discours du tréteau électoral.

Mais non. On boira des boccks, on supputera des succès éventuels dans des élections cantonales, on scrutera l'horizon politique et on oubliera la réalité terrible de la misère, de la coercition, de l'injustice...

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

AU SENAT

Séance du Matin

De Selvès, important comme un proconsul de la République, ouvre la partie. Raynald dépose un projet sur l'emploi du chèque pour le paiement des effets de commerce. La séance est sous le signe de Mercure.

On en vient à la discussion du projet de loi, retour de la Chambre, portant approbation du traité de Lausanne.

Gasser parle, Bompard pérore. Philip argumente. François Saint-Maur n'apprécie pas.

Do Monzie déclare qu'il préfère se taire et que seul le silence est d'or.

Herriot, enfin, intervient pour insister sur l'urgence qu'il y a à ratifier le traité.

Lucien Hubert, président de la Commission, appuie le président du Conseil.

On vote. C'était couru : le projet de loi est adopté par 270 voix contre 20.

Alors, à petits pas, comme des vieux bien propres qui vont bien déjeuner chez Foyot, nous cahmians de toutes couleurs s'en vont, et l'on entend les petits rires secs et les propos médisants de ces vétérans de l'élection.

A trois heures, après quelques formalités, on lit le décret de clôture.

Nos plus sénateurs, qu'on appelle conscrits, sans doute parce qu'ils sont patriots, s'adjugent des vacances pour soigner leur gâtisme.

LE PROBLÈME DE L'ÉMIGRATION

Dans la « Vie Ouvrière » du 8 août, Ramond nous assure que le III^e Congrès de l'I. S. R. s'est fortement occupé de la question de l'émigration.

Cependant, nous sommes de ceux qui estiment qu'il ne suffit pas de s'occuper d'une question pour que celle-ci soit définitivement tranchée ; il faut avant tout, rechercher les moyens les plus propres à pouvoir la résoudre. Or, n'en déplaise à Ramond qui s'est mis en colère à la suite d'un pauvre petit écho que je lui avais consacré, j'ai eu bon tourner et retourner son article en tous les sens, je n'ai pu y trouver que cette formule : la création de bureaux de M. O. E. solutionnera le problème de l'émigration. Si la fille spirituelle de l'I. G. ne nous offre que ce remède, avouons que c'est plutôt maigre.

En effet, il ne faudrait tout de même pas que la classe ouvrière prenne modèle sur la bourgeoisie et fasse siennes les plus lourdes erreurs de celle-ci. Dans le système politique qui régit actuellement les peuples d'Europe, nous voyons au fur et à mesure qu'un mal se déclare qu'un nouveau problème surgit des conditions mêmes de la vie économique, nous voyons les hommes qui sont au pouvoir créer immédiatement des organismes solidaires de réglementation ou d'étude pour faire face à la situation, pour montrer aux administrés que l'on s'occupe au moins à faire quelque chose.

Cela nous a valu, depuis pas mal de temps, un bureaucratisme, un fonctionnariat à outrance, dont nous pouvons apprécier tous les biens et aujourd'hui. Désorientés partout devant la redoutable complexité des forces économiques déchaînées, sentant aussi tout le danger qu'offrait pour eux le libre développement de ces forces, les gouvernements se sont ingénier à construire un état-providence dont les rouages multiples et presque impénétrables donneraient au commun des mortels le sentiment, l'idée de la nécessité mécanique de l'état.

Les démocraties occidentales — il nous faut le reconnaître — crèvent en ce moment, de pléthora administrative. Le grand mal de notre époque, c'est de confier le soin et la réglementation des questions économiques et sociales, à une bureaucratie hiérarchisée et irresponsable à tous les degrés. Ce mal, le capitalisme nouveau, né de la guerre de 1914-18, cherche à s'en débarrasser maintenant par tous les moyens.

Est-ce le moment que va choisir le prolétariat pour créer des organismes administratifs et incomplets — je répète incomplets — sur ce vaste problème qui est celui de l'émigration ?

Si cela se produisait, ce serait ma foi, fort peu rassurant et, pour son avenir historique, et pour ses capacités de gestion, lorsqu'il sera parvenu à supplanter la bourgeoisie dans le domaine de l'organisation de la vie économique.

Les mouvements migrateurs ont existé de tous les temps. C'est la une des nécessités de la grande loi barbare et inflexible de la lutte pour la vie.

Ces mouvements furent aussi l'origine de presque toutes les guerres.

Le capitalisme, lui, s'inquiète fort peu du problème de l'émigration et de l'immigration, puisque dans les deux cas, il ne peut qu'en retirer avantage. Aussi s'en désintéressera-t-il toujours, à moins que, redoublant son propre prolétariat et n'ayant plus besoin de main-d'œuvre étrangère, il n'agisse comme le capitalisme américain à l'égard du Japon.

Par contre, la classe ouvrière, elle, se trouve directement touchée et atteinte par ces mouvements de migration. Dans un

pays comme la France, où la main-d'œuvre étrangère atteint déjà un taux disproportionné, où le nombre d'étrangers se chiffre pour ainsi dire, par millions, c'est pour le prolétariat français un des plus graves et des plus redoutables moments de son histoire et aussi de son existence de classe. Nombre de politiciens qui, par les chemins de la plus affreuse misère et de la plus dégradante des servitudes, rêvent de prendre le pouvoir et de transformer la société à leur image — ce qui, soit dit entre nous, n'est pas un signe de progrès — sont partis dernièrement en guerre contre la Fédération du Bâtiment. Cette branche d'industrie, frappée au cœur et annihilée dans son action, par l'afflux démesuré de la main-d'œuvre étrangère, ne s'était-elle pas avisée de préconiser des méthodes viriles pour sauver sa liberté et sa vie menacées ?

Aussitôt, tous nos bons internationalistes qui, sans doute, ne souffrent guère du choc, et n'ont jamais usé leurs semelles sur le pavé parisien à la recherche d'un exploitateur et d'un salaire, de crier au chauvinisme et au nationalisme.

Il est, certes, très facile et fort commode de se draper dans le manteau de l'internationalisme, lorsque l'on a bon gîte et bonne table, mais cette doctrine ne séduit guère celui qui, le ventre creux et les poches vides, est obligé de faire de la poussière, de marcher dans le vent et la nuit, parce que des inconnus sont venus pour un salaire moindre, voler son propre travail dans sa propre région. Au-dessus des doctrines et des théories, il y a le pain quotidien à arracher à l'abord ; il y a la vie immense et prodigieuse, souvent inhumaine de tous les jours. C'est pourquoi la Fédération du Bâtiment a raison de se défendre, de vouloir réduire la violence brute du syndicalisme révolutionnaire contre ceux qui, sans respect de la grande loi d'hospitalité, par inconscience et veulerie, se sont fait les chiens couchants du capitalisme français.

On aura beau arguer de l'ignorance des ouvriers étrangers. Cet argument ne tient pas debout. La défense de classe d'abord et, avant tout, la défense de classe sur le terrain où elle peut être le plus efficace, c'est-à-dire sur le terrain régional ou national. Et quand des travailleurs ne sont pas capables de se défendre contre leur propre capitalisme, il ne leur appartient pas de venir abriter leur lâcheté sous un contrat passé entre deux gouvernements capitalistes et de profiter de l'action plus virile des prolétaires d'un autre pays.

Quand on a l'amour-propre et la fierté d'être un producteur, on a tout de même le courage, surtout si l'on est étranger, de prendre part aux luttes de ses compagnons de misère et de ne point passer pour un in-désirable.

On nous dira encore que nous avons pour devoir de former une conscience de classe à ceux qui viennent d'en-d'ailleurs. Nous avions humblement que cela est au-dessus de notre tâche, et qu'à chaque prolétariat doit, lui-même, travailler à sa propre évolution économique et sociale.

Quiconque n'a pas su comprendre l'idée et le sentiment de classe dans son propre pays, ne pourra jamais le comprendre d'autre.

C'est une vérité cruelle, certes, mais c'est une vérité. Peut-être nos internationnalistes pour la forme, s'en convaincra !

Je n'ai pas la prétention de vouloir résoudre le problème de l'émigration. Cependant, comme nous vivons au milieu des formes mêmes de l'exploitation et du système capitalistes, nous devons en subir les lois et les rigueurs. Or, que fait le capitalisme d'un pays pour se défendre contre la concurrence des autres capitalistes ? Ceci : il établit des barrières commerciales, des barrières de tarifs, pour que les produits étrangers n'arrivent pas sur le marché national à un taux résultant que les siens propres. C'est ce que l'on appelle le système protectionniste.

Or, il devient évident — puisque, encore une fois, c'est l'économie capitaliste qui domine le monde — que les moyens de défense employés par le capitalisme doivent également servir pour le prolétariat. C'est du nationalisme sans doute, et beaucoup de bonnes ames nous le reprochent ; nous nous consolons en songeant que ces estimables personnes n'ont jamais rien compris aux vastes problèmes qui se posent aujourd'hui avec plus d'acuité que jamais.

Il faut, une bonne fois pour toutes, nous pénétrer de cette réalité : les fofoes économiques nous écrasent, nous ne pourrons résister avec succès que si nous nous en servons à notre tour, tout comme la bourgeoisie.

Si le capitalisme a institué des lois de protection contre les produits des industries rivales, ce n'est pas par chauvinisme national — car personne n'est plus internationaliste que les manieurs d'argent et les brasseurs d'affaires — mais uniquement parce que le système politique des démocraties d'Occident ne permet pas l'application du système libre-échange.

D'où l'impérieuse nécessité pour tous les capitalistes de se replier sur eux-mêmes,

de contenir dans le cadre national, de subir en un mot, l'essor des forces économiques.

L'examen de toutes ces questions étant fort compliqué, je remettrai à demain la fin de cet article. Je demanderai également au mitron qui m'accuse de jouer à la belote et d'être un professionnel du macadam, de bien vouloir me suivre sur ce terrain et de refuter ma thèse autrement que par des inéples. Mais, par hasard ! ne serait-ce pas trop que lui demander cela ?

J. BAILLOT.

UNION ANARCHISTE FRANÇAISE
(Groupe Piètre Goré)

Le Samedi 30 août, à 20 h. 30, Salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer (Métro Martin-Nadaud).

SOIREE ARTISTIQUE DANSAnte
ANTIFASCISTE FRANCO-ITALIENNE

Aux Camarades, aux Amis,
L'époque que nous traversons est grave,
et nous devons tous être prêts aux sacrifices.

Pour accomplir notre tâche, nous avons donné notre cœur, mais il faut aussi de l'argent.

Voilà pourquoi nous organisons notre Fête dont les bénéfices serviront à la propagande contre le fascisme assassin.

Vous viendrez très nombreux, nous y comptons.

Nos sentiments fraternels.

La Commission.

Sébastien Faure et Virgilia d'Andréa apporteront le salut aux camarades.

Chronique d'Outre-Rhin

Je trouve tout d'abord inexacte — ou pour le moins exagérée — l'opinion citée par H. Zisly dans sa dernière chronique, qu'en Allemagne il n'y avait guère que de la littérature nationaliste. Elle existe, certes, hélas ! mais ni plus ni moins qu'en France, et il faut bien dire que là-bas il y a des livres, des revues, des journaux d'art humain et de pensée internationale, autant sinon plus qu'en France. Pour les trouver, il faut seulement aller aux sources et ne pas s'en tenir aux étagères de certains libraires et à la grande presse. Mais n'en est-il pas partout ainsi ?

J'ai assez peu de documents sous la main ici. Je ne reçois plus *Der Syndikalist*, organe de la F. A. U. D., adhérente à l'A.I.T. de Berlin, trop cher, malheureusement. Au prix du numéro viennent s'ajouter les frais d'envoi de plus en plus élevés et peut-être cette hausse est-elle prémaîtrisée pour rendre plus difficile les relations internationales entre les pauvres bougres de tous pays. Cela n'aurait rien d'inraimsemblable.

J'ai les deux numéros de *Der Freie Arbeiter* (le Travailleur libre), organe anarchiste communiste, avec le titre énergique souligné de deux fois : « Savoir et vouloir ». Ce que j'y préfère, c'est, outre quelques bons articles de tête, le feuilleton littéraire et les nouvelles du mouvement anarchiste international. On est assez bien en courant à Berlin du mouvement français. L'inverse est vrai.

Le dernier numéro de *Die Aktion*, la revue communiste, est également une méthode de présentation de l'anarchie comme une méthode de vie immédiate. Il fallait dire sa vie, tout de suite, à n'importe quel prix — il y en a qui ont payé bien cher et payent encore en reprenant par la force tout ce qu'il fallait pour cela. Tant pis pour les bourgeois et les brutes travailleuses leurs complices. Les uns et les autres avaient droit au même mépris.

La Révolution ? Une blague ! Les revendications ouvrières ? Pas intéressante ! Travailleur ? Pouah ! Peut-on trouver occupation plus dégradante, pour des commentateurs de Nietzsche et de Stirner ?

Vous devinez qu'il s'agit de notre vieille connaissance *La Retif*, devenu Victor Serge au service du gouvernement russe, ce qu'il a obtenu — pour vivre — à manifester pour les ouvriers une sympathie qui n'a d'égal que la profonde dédaine en tel quel il tenait hier les abrusi complices du patron et comme tels bons à faire.

Dong, les intellectuels sont impuissants à faire quoi que ce soit pour le bien de l'humanité. Leur faillite en 1914 fut lamentable. Ils soient chrétiens, pacifistes, socialistes, anarchistes, leur responsabilité dans le grand crime est aussi certaine que celle des chefs ouvriers qui traînent la cause du prolétariat. D'ailleurs toute la cause des savants, des philosophes, des éducateurs, etc., est dépensée au profit de la classe bourgeoise. Les uns inventent des asphyxiants, les autres empisonnent les cervae. Et ils ont le toupet de se poser en champions de l'esprit ! L'esprit qu'est-ce que c'est que ça ? Victor Serge le dit en ces termes :

« Ce n'est qu'un Mot. Un Mot menteur. Il n'y a pas d'esprit désincarné. Il n'y a sur la terre que des hommes qui peinent pour vivre, et d'autres qui vivent de la peine d'autrui. Il n'y a d'esprit que celui de ces hommes. La culture des idées n'est accessible qu'à ceux qui ont des loisirs, une éducation appropriée, des connaissances dont l'on n'acquiert qu'à prix d'argent : à ceux qui, de façon ou d'autre, bénéficient de l'exploitation de foules de travailleurs voulus à l'ignorance et à l'inconscience. »

Tout cela est très vrai, bien qu'un peu exagéré, et laisse supposer que le pur Victor Serge, qui est un esprit très cultivé, a bénéficié jusqu'à ce jour de l'exploitation des ignorants travailleurs auxquels il donne ce précieux conseil :

« L'homme de l'usine, s'il ne veut pas recommencer l'expérience des tranchées, doit se mêler du philosophe et apprendre l'usage des grenades. »

L'homme de l'usine fera bien en effet de se mêler non seulement des philosophes dans les livres desquels il peut néanmoins trouver de quoi meubler son cerveau, mais surtout de cette catégorie de faux-manuels d'intellectuels honteux, qui le flagorment, le montent en épingle, vivent de lui, en prélevant sur ce qu'il laisse la capacité patrimoniale, la dureté qui leur permet de vivre grassement sans produire autre chose que des mots et des sons.

Je ne dis pas qu'il ne soit pas nécessaire de connaître l'usage des grenades. Mais je pense que le résultat serait autrement intéressant si chaque exploit prenait en lui-même cette résolution formulée par Dubois et, que cite Victor Serge en la trouvant dans l'œuvre de cet auteur : « nobles à souhait » malgré ce refrain « agitant » : moi, moi, moi !...

« Je n'entreprends pas de pacifier le monde. Je veux me pacifier moi-même. Je me refuse à considérer la guerre comme un conflit de races, de doctrines ou d'intérêts économiques. La guerre est une affaire entre moi et toi. Limitant et élargissant le problème, je n'ai plus qu'un dessein : refuser à la guerre, en toutes circonstances, mon assentiment et ma collaboration. »

Je comprends que si chaque individu était résolu à refuser son concours et à défendre sa peau, les grenades partiraient d'eux-mêmes. Mais cela ne serait pas conforme à la nouvelle stratégie révolutionnaire qui veut que tout se fasse au commandement.

Hommes de l'usine, méfiez-vous des intellectuels, et surtout de ceux qui, par avance, voudront se payer le luxe d'un refus individuel à participer au crime de la guerre ; car la révolte individuelle est vainne, impuissante, c'est un individualiste qui vous le dit !... Préparez-vous au contraire, faites l'exercice et accordez votre confiance aux incontestables ouvriers et paysans qui vont de l'avocat à Cachin, en passant par l'avocat Berthon, sans compter les ex-maîtres de moindre importance mais de mêmes appétits. Ceux-là ne sont pas des intellectuels. Ce sont des membres de la grande corporation des docteurs. Des docteurs de mourir !

Pierre MUALDES.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Je viens de lire un curieux article sur les intellectuels. Curieux, surtout, parce qu'il n'émane pas précisément d'un homme qui puisse revendiquer le titre de manuel ou même d'ex-manuel. Il est vrai que le journal qui l'a publié cherche surtout sa clientèle parmi les vrais ouvriers. Ceci explique cela.

Je ne suis pas accusé de m'exprimer par énigme, j'ajouterai que cet intellectuel repenti est le même qui ayant guerre présente l'anarchie comme une méthode de vie immédiate. Il fallait dire sa vie, tout de suite, à n'importe quel prix — il y en a qui ont payé bien cher et payent encore en reprenant par la force tout ce qu'il fallait pour cela. Tant pis pour les bourgeois et les brutes travailleuses leurs complices. Les uns et les autres avaient droit au même mépris.

La Révolution ? Une blague ! Les revendications ouvrières ? Pas intéressante ! Travailleur ? Pouah ! Peut-on trouver occupation plus dégradante, pour des commentateurs de Nietzsche et de Stirner ?

Vous devinez qu'il s'agit de notre vieille connaissance *La Retif*, devenu Victor Serge au service du gouvernement russe, ce qu'il a obtenu — pour vivre — à manifester pour les ouvriers une sympathie qui n'a d'égal que la profonde dédaine en tel quel il tenait hier les abrusi complices du patron et comme tels bons à faire.

A travers le Monde

TCHECOSLOVAQUIE

UNE CONFÉRENCE JUIVE

La Deuxième Conférence Mondiale Juive vient de s'ouvrir à Karlsbad, sur l'initiative des groupements sionistes. Soixantequinze organisations juives, représentant vingt-deux pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie y ont envoyé des délégués, et les colonies juives de Berlin, Hambourg, Vienne, Rome, Jérusalem ont envoyé des délégations spéciales.

Il est regrettable que les Israélites se contentent dans les cadres du judaïsme et ne participent pas au mouvement social dans les pays qu'ils habitent. Nous n'ignorons pas qu'en certaines contrées, l'antisémitisme est encore menaçant et que les juifs sont souvent persécutés ; mais ce n'est pas en s'éloignant de la lutte qu'ils triompheront de leurs oppresseurs.

Les Juifs réclament une nation, et c'est une profonde erreur de leur part. Ils se sont libérés, au cours de leur vie vagabonde, des préjugés patriotes, et demander une nation à l'heure où l'internationalisme pénètre de plus en plus les esprits, ce n'est pas faire montre d'un désir de progrès, mais d'imperialisme rétrograde.

Les Juifs sont malheureux et opprimés dans certains pays. Avec tous les parias du monde, qu'ils entrent dans l'armée des travailleurs, pour combattre leurs oppresseurs, qui sont aussi les nôtres.

Le sionisme n'est qu'une vaste entreprise commerciale, et les Rothschild en France, les Herbert Samuel en Angleterre, les Schiff en Amérique, ne sont que de riches financiers juifs qui semblent favoriser le mouvement national juif par philanthropie mais n'agissent, en réalité, que par intérêt.

L'ouvrier juif n'a qu'une cause à défendre : celle du prolétariat, et qu'un ennemi, le capital. Qu'il viene donc, avec ses amis, de partout, grossir les rangs de tous les asservis, car, à Paris, à Berlin ou à Jérusalem, tant que la société ne sera pas transformée, il sera obligé de trimer pour grossir la fortune des parasites.

ANGLETERRE

VERS DE NOUVELLES ÉLECTIONS

D'après la « Westminster Gazette », les agents électoraux du Labour Party ont été engagés, par mesure de précaution, à se préparer pour une élection générale dans la première semaine de décembre. D'après ce journal, ce sont les différends manifestes entre MM. Snowden et Mac Donald, l'accord russe, les revendications croissantes des communistes, l'attitude des Trade Unions envers le plan Dawes, etc., qui poussent le gouvernement à procéder bien-tôt à une élection générale.

LE PROBLÈME DU DÉSARMEMENT

Les « Daily News » écrivent : « Le problème du désarmement pour les grandes puissances ne peut-il pas se présenter avec la belle simplicité avec laquelle il apparaît au bon sens des intelligents citoyens des petits pays comme le Danemark ? L'existence des énormes armements actuels est un danger immédiat. Tôt ou tard, ces vastes armées ou ces vastes flottes sont forcées de provoquer une nouvelle guerre, parce que les gens ne continueront pas à payer des sommes énormes pour quelque chose qu'ils n'utilisent pas. Nous espérons que M. Mac Donald achèvera dans ce champ d'action le travail qu'il a fait dans d'autres. S'il ne le fait pas, le reste est presque sans résultat. »

Comment Mac Donald, ou tout autre homme d'Etat, pourrait-il prendre position en faveur du désarmement, alors que l'un des premiers actes du gouvernement travailliste fut de mettre en chantier cinq nouvelles unités maritimes ?

Et puis, nous avons vu, lors de la dernière Conférence de Londres, que les gouvernements n'étaient que des pantins et des jouets entre les mains des financiers et des industriels. La question du désarmement ne peut se résoudre que par la volonté du prolétariat. Toutes les paroles pacifistes des diplomates bien intentionnés sont fatidiquement vouées à un échec.

SIAM

LA COURSE AUX ARMEMENTS

La course aux armements se poursuit et le Siam a également organisé une puissante force africaine.

Nous pouvons en juger d'après les déclara-

rations faites par le général Mitchell, directeur de l'aviation militaire aux Etats-Unis, qui a fait un assez long séjour à Bangkok :

« Ce n'est pas sans surprise qu'on apprendra la création d'une splendide force aérienne siamoise. Elle comprend actuellement près de trois cents appareils et soixante-dix pilotes actifs. Deux cents pilotes de réserve sont, en outre, astreints à faire, chaque année, des vols d'entraînement. La grosse majorité des appareils sont de construction siamoise d'après des plans français. Les moteurs sont français et parfaitement au point. Je suis en mesure de l'affirmer, car j'ai pu effectuer de nombreux vols sur un de ces appareils durant mon séjour. »

Et c'est ainsi dans tous les pays, petits ou grands, que l'on s'arme en vue de la prochaine. Et l'on ose parler de paix !

ALLEMAGNE

LE REICHSTAG SERA-T-IL DISSOUT

C'est aujourd'hui qui se livrera à la Chambre allemande la grande bataille autour du Plan Dawes. Il faut que le gouvernement obtienne une majorité des deux tiers, et l'on craint qu'il n'arrive pas à grouper autour de lui un nombre suffisant de suffrages.

Si le gouvernement ne trouve pas sa majorité c'est la dissolution, et les élections à bref délai.

D'après « l'Information », tous les partis politiques s'occupent activement, et commencent leurs préparatifs en vue d'élections probables, et pense que le gouvernement obtiendra une majorité des deux tiers, et l'on craint qu'il n'arrive pas à grouper autour de lui un nombre suffisant de suffrages.

Le plan Dawes qui devait assurer la paix du monde, va, si cela continue, accentuer le désordre qui règne en Europe, si l'on considère les dissenssions qui existent entre les différents groupes de chaque nation.

Et ce n'est que le commencement.

LA SEANCE DU REICHSTAG SE TERMINE PAR UNE BATAILLE

Berlin, 27 août. — La séance tenue ce matin par le Reichstag compéra comme l'une des plus tumultueuses dans les années parlementaires allemandes.

Un député démocrate ayant protesté contre une proposition communiste visant à l'amnistie des condamnés politiques, des communistes se précipitèrent sur lui. A demi assommé, le malheureux député dut être confié aux soins d'un médecin, tandis que les démocrates réagissant se ruient à leur tour sur les communistes.

Populaires et socialistes s'engagèrent dans la mêlée, et les horions se distribuèrent pendant près d'un quart d'heure. Plusieurs démocrates furent malmenés ainsi que quelques socialistes ; mais par contre, deux communistes saignaient du nez, tandis qu'un troisième évanoit, gisait sur le parquet.

INTERVENTION DE LA POLICE

Un calme relatif ayant pu être rétabli, le comité des doyens exerça une rapide enquête, d'où il ressortit que la bagarre avait été provoquée par les communistes Epstein, Redmeyer et Grube.

Le docteur Waalaff, président du Reichstag, prononça en conséquence leur expulsion pour trois séances.

Les communistes mis en cause ayant refusé de quitter la salle, cette expulsion fut portée à six séances, puis à vingt, sur une nouvelle sommation infructueuse... ce qui ne les émut nullement.

Finalement on fit évacuer les tribunes, et on appela une douzaine de policiers. Ce ne fut devant leur apparition que les communistes excus quittèrent la salle, suivis par le chant de « l'Internationale ». ■

La haine imbécile

Séparés depuis longtemps par une haine tenace, Hypolite Sauron, 45 ans, père de quatre enfants, et Pierre Delorme, 62 ans, père de cinq enfants, se trouvaient face à face, hier soir, dans un champ près de leur domicile, au quartier Hauteville. Aussitôt, ils en venaient aux mains. Craignant d'être le moins fort, Delorme ouvrit son couteau et, de deux coups sous l'aisselle gauche, abattit son adversaire. Puis il vint déposer une plainte pour agression contre Sauron et alla se faire panser à l'hospice.

En recherchant le présumé agresseur, les agents découvrirent le cadavre de Sauron complètement exsangue. Delorme, qui ignore encore la mort de son ennemi, a été arrêté à la sortie de l'hospice et écourté.

En peu de lignes...

— Noel Marcel, 25 ans, chauffeur d'auto à Courchevel (Loir-et-Cher), essayait une motocyclette quand, à un tournant, il vint se jeter dans la devanture d'une pharmacie. Le crâne fracturé, il fut transporté à l'Hôpital-Dieu de Blois.

— L'automobile de la blanchisserie et teinturerie de Thaon, conduite par M. Brunner, a écrasé rue Frasnel, à Deville-lès-Rouen, la petite Duflos, âgée de 12 ans, qui voulait traverser la chaussée avait roulé sous les roues.

— Un autre accident mortel s'est produit sur la route des Andelys, M. Emile Simon, entrepreneur en charpente a été renversé par une automobile conduite par M. Durand, boucher à Pont-Saint-Pierre. La victime est décédée quelques heures après à l'hôpital de Rouen.

— Germain Marrot, étant directeur de la Banque Populaire de l'Ariège, avait accepté, sachant qu'ils étaient faus, des effets tirés, pour une somme de 47 000 francs, par un sieur Lalanne, garagiste à Foix, sur MM. Thévenot et Fraysse, entrepreneurs de Transpyrénées à Ax-les-Thermes.

— Les effets ne furent jamais présentés aux commerçants tirés et le Conseil d'Administration de la Banque ne les connaît que lorsqu' Lalanne fut déclaré en faillite.

Marrot fut relevé de ses fonctions et arrêté hier dans une exploitation forestière qu'il dirigeait.

— Un comptable du Royal Hôtel à Lille, nommé Dupré, 25 ans, profitait de sa situation pour majorer d'environ 10 % les fiches des voyageurs. Dernièrement, Dupré quitta son emploi pour se rendre, disait-il, à Paris. Ainsi, auras son départ, on découvrit ses indiscrétions. On ignore encore le montant des détournements qu'il a commis.

— Cet après-midi, le corps d'un enfant nouveau-né du sexe féminin, paraissant avoir séjourné dans l'eau depuis une huitaine de jours, a été repêché au bassin aux pétroles, à Rouen. Le petit cadavre était en complète putréfaction. Une enquête est ouverte.

— Le parquet d'Aix s'est transporté ce matin à Gardanne, centre minier des Bouches-du-Rhône, où la nuit dernière un attentat à la dynamite a été commis contre une maison habité par des Italiens. L'explosion a détruit l'immeuble, mais n'a fait aucune victime.

— Hier soir, M. Lamarère, 45 ans, propriétaire aux Pléots, près la Salvatet, voulut, pour rejoindre ses vaches qui paquaient dans les champs voisins, sauter un fossé plein de vase. Il prit mal son élan et tomba dedans la tête la première. Lorsqu'on le retira, le malheureux était mort asphyxié.

— Tous les propriétaires de Narbonne ayant signé le contrat de travail, proposé par le Syndicat des ouvriers agricoles, la grève est terminée et les vendanges commenceront ce matin dans tout le Narbonnaise.

— Voici le récit de l'entrevue que leur a accordée M. Emile Loubet, ancien président de la République :

— Questionné par l'un de nous, M. Emile Loubet, ancien président de la République, nous a déclaré avec force :

— « J'estime qu'il serait suprêmement imprudent d'amorcer une discussion sur un texte nouveau de la loi constitutionnelle. Il ne faut, à aucun prix, toucher à la Constitution. »

— Que pensez-vous, monsieur le Président, des pouvoirs du président de la République ? Les trouvez-vous insuffisants ?

— « Ils seront toujours trop grands, à mon avis... »

— Les propos du petit bonhomme Loubet, tête de bois et nullité enrichie par le pouvoir, sont de minime valeur.

— Constitution, gouvernement, Parlement, présidence, autant d'entités, autant de formes à supprimer, à proscrire, à détruire définitivement.

— Tant que le monde sera hiérarchisé, le malheur et la misère régneront.

— L'individu libre, dans un monde libéré : voilà le véritable avenir, la véritable révolution de la « constitution » humaine !

En lisant les autres...

« La Fille Elisa »

Dans « Comœdia », cette note fort juste au sujet d'un drame dont le sens social est toujours actuel :

Je suis allé, une fois de plus, entendre la « Fille Elisa ».

Je fais partie du bataillon des messieurs grissons qui assistent, dans leur jeunesse, à la première représentation de l'ouvrage au Théâtre Libre. Janvier, que je faisais entrer à cette époque à la claque de la Comédie-Française, m'avait donné son service !

L'impression que j'ai ressentie, hier, ne ressemble guère à celle que j'éprouvais il y a trente ans et plus ! La pièce a vieilli — mais elle empoigne encore. C'est l'interprétation qui, dans son ensemble, est faible, malgré Meysto et malgré Damia.

D'ailleurs, que personne ne sorte, je ne vais pas vous offrir gentiment un second comédien rendu du spectacle actuel des Folies-Dramatiques.

Ce qui motive cette note, le voici :

Je ne veux plus comprendre. Je me refuse, décidément, à admettre — car, désormais, il y a abus — l'habitude prise par tant de directeurs d'introduire, en cours d'action, dans une pièce un « intermède » plus ou moins heureusement choisi et composé.

La « Fille Elisa », interprétée par Damia, doit être « Fille Elisa » et non Damia ! Lorsque — au second acte — Damia chante son répertoire, elle n'est pas Elisa, elle est Damia. Et, cependant, dans la suite de l'ouvrage, ce n'est point Damia qui le pauvre Tanchon, qui passe en Cour d'assises et qui doit finir ses jours dans une maison centrale ! Dès lors, le dédoublement du personnage et de son interprète est inadmissible. L'un doit faire corps avec l'autre entièrement — et continuellement. Agir autrement c'est nier le principe même de l'art dramatique.

Oui, on mèle inutilement et à tort la planterie de caf-conc' à cette tragédie d'une humanité poignante.

L'Etrangleur de Lorde

Lisez-moi ça, du sire de Lorde, étrangleur de femmes au Grand-Guignol. Ça parle dans l' « Intram », à la page cabotine :

L' « Etrangleuse » est bâtie sur cette thèse que, sauf la torture, tous les moyens sont bons pour traquer le crime et faire avouer un coupable. Pourquoi le juge se prive-t-il volontairement de procédures scientifiques comme l'hypnotisme, par exemple, pour arriver à la découverte de la vérité ?

Pourquoi la loi (article 360 du code d'instruction criminelle) admet-elle cette chose monstreuse qu'un assassin, acquitté faute de preuves, ne peut plus être repris ni condamné, pour le même crime, si on découvre plus tard qu'il en fut l'auteur ?

Le résultat de tous ces « accommodements humanitaires » avec messieurs les assassins c'est d'augmenter la criminalité en France dans des proportions vraiment inquiétantes.

C'est ce que l' « Etrangleuse » essaie de démontrer...

Ce petit auteur de théâtre qui veut restaurer la fortune ! On devrait la lui apprendre, pour lui faire avouer qu'il pond des inepties...

Manie testamentaire

« Paris-Soir » nous donne un écho sur les histoires de testament. Voici. Nous nous contenterons d'ajouter qu'au point de vue libertaire, « tester » est un usage suranné qui, nous l'espérons bien, disparaîtra. Au demeurant, ces réflexions sont curieuses, comme indice de l'état d'esprit des conteurs bourgeois :

Les histoires de testament, nous dit M. Léon Treich, ont toujours été à la mode parmi les romanciers et les dramaturges et on aurait tort de faire si l'on voulait dresser une liste à peu près complète des romans dans lesquels un testament intervient à quelque moment du récit, comme un bienveillant « Deus ex machina ». Il semble cependant, assurer les « Nouvelles Littéraires », que plus que jamais la formule testamentaire soit à la mode : « le Labyrinthe », le dernier roman de M. Staunton, roule tout en sur un testament trouvé, caché, perdu, retrouvé, déchiré, etc. Rappelons-nous le testament Bouchabale de Max Jacob : « le Terrain Bouchabale » ? La plus récente nouvelle de Paul Bourget — qui vient de paraître dans un magazine illustré — « le Geste du fils », encore une histoire de testament. Le dernier roman de Rodolphe Bringer (sur les auteurs gais eux-mêmes) touche à l'histoire de testament.

M. Treich cite beaucoup d'ouvrages où le testament joue un rôle important, mais il y en a tant, dit-il, que les six colonnes d'un journal n'y suffisent pas...

M. Treich n'est pas à une ligne près. Il suffit pour cela d'ouvrir son « Almanach des Lettres »...

COLPORTEURS ET MARCHANDS FORAINS

Grand choix de bonneterie, tissus et confections

Spécialités de chemises pour hommes khakis, gris

Articles pour forains

MACHIAVELISME MOSCOUTAIRE

Aux Syndicalistes des Cuirs et Peaux

Notre réunion d'aujourd'hui doit revêtir une importance particulière.

A l'ordre du jour, nous avons le Congrès Fédéral des Cuirs et Peaux et principalement l'Unité.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Unité syndicale quand même

La crise que traverse depuis quelques années le Syndicalisme atteint aujourd'hui une phase aiguë. En dehors de quelques rares organisations qui marquent une activité réelle, il est facile de se rendre compte qu'une agitation chaotique, comme celle que nous constatons, démontre le malaise dans lequel se débat le Syndicalisme. Son impuissance s'aggrave du découragement de ses meilleurs éléments dégoûtés des procédés employés par les mercenaires politiciens. Las d'attendre une solution qu'ils espéraient et qui n'est pas venue, ils se sont retirés. Ils ont eu tort, mais qu'il faire ?

Les causes principales du mal dont souffre le Syndicalisme découlent des méthodes de haine et de division introduites dans les syndicats par les politiciens, ceux du parti communiste en particulier.

Il est résulté de cela que cette perturbation, cette division, ont affaibli, anémisé le Syndicalisme. Cette situation dont les causes et les responsables sont trop connus pour qu'on s'attarde davantage à les maudire, mérite cependant d'attirer pour l'avoir une attention sérieuse et soutenue de la part des militants sincères et convaincus.

Déjà ceux qui ont foi en la valeur d'éducation et d'action révolutionnaire du Syndicalisme n'ont pas manqué d'être inquiets du péril menaçant sa vie, d'où leur souci constant dans la recherche des moyens d'enrayer au plus tôt ce danger ; l'inertie, la stagnation actuelles peuvent laisser croire que les résultats obtenus n'ont pas compensé les efforts faits. Ils sont cependant sensibles, mais ce mouvement de rénovation est hésitant et timide ; le doute, la méfiance embrument trop les esprits pour songer, espérer mieux.

Il faut s'efforcer de toute son énergie de convaincre les bonnes volontés de la justice de la cause qu'ils défendent, de la raison qu'il y a de sauver une œuvre semblable. Il faut détruire le doute, la scepticisme qui empoisonnent leur pensée. Ceux qui aiment le Syndicalisme et ont confiance en sa valeur réalisatrice et de transformation sociale, ne regrettent aucunement les efforts faits, les sacrifices consentis ; s'ils sont las, écourcis des manœuvres des politiciens, ils jugent sans ménagement les éternels donneurs de conseils. Ils estiment que si la critique est utile, elle ne doit pas être infinie.

Pour ceux qui souffrent, ils croient que l'heure des critiques et des discours doit être close, pour que s'ouvre celle de l'action. Ils ne sont point des anges à qui le pain spirituel suffit, il leur faut une nourriture plus substantielle : aussi ne font-ils point fi des quelques avantages matériels acquis sur le patronat ou sur l'Etat au cours de leurs luttes journalières. Leur impatience à vouloir réaliser tout de suite un peu de mieux-être peut sembler d'ordre matériel, mais il ne faut pas oublier qu'ils ne sont que des hommes pour qui la vie est aperçue et rude ; ils ne sont certes pas ennemis de l'éducation, du progrès, mais ils préfèrent la pratique qui aboutit à la science théorique dont on parle souvent mais qu'on n'applique jamais ; c'est ce qu'ils nomment la viande粗euse.

La situation dont ils souffrent paraît mériter une solution prompte. Ils estiment avoir assez discuté ; d'autant plus qu'il n'échappe pas à leur esprit d'observation que l'amer exagéré et continué de la discussion est l'unique souci de certains professeurs plus portés à aborder sans ménagement sur tout ce qui n'émane pas de leur personne qu'à apporter une aide utile. Ils ne sont pas davantage dupes des faux unitaires qui, sous des prétextes les plus fantaisistes, montrent une volonté évidente d'entraver la marche d'une solution à laquelle ils aspirent.

Cette solution c'est l'Unité syndicale, la fusion de deux forces divisées qui se retrouvent au carrefour, conjointement leurs efforts pour abattre l'obstacle et marchent vers un but commun. S'il est vrai que l'Unité est indispensable par rapport à une situation lamentable, s'en suit-il que le moyen soit parfait, exempt de torts, d'imperfections ? Sûrement non. Sans toutefois tomber dans le travers et l'exagération du danger dénoncé par certains, il est évident qu'il connaît des complications qui nécessitent une attention sérieuse, un examen approfondi.

Après tout pouvons-nous être trop exigeants, avons-nous le choix des moyens, en est-il un parfait ? Si oui, qu'en nous le disons l'Unité quand même !

LE CONGRÈS des Ouvriers Gilets Unitaires

PREMIÈRE SÉANCE

Il s'est ouvert lundi à Marseille. Le camarade Ravanié, secrétaire du Syndicat de Marseille, souhaite la bienvenue aux délégués et espère qu'un esprit de camaraderie sera dans toutes les discussions. Il surgit un incident : le camarade Ravanié veut donner la parole au camarade Julian, lequel vient représenter l'Union Locale d'Unité, au lieu et place du camarade Charrias, secrétaire de ladite Union, empêché par son travail. Le communiste Cordier sort sur ses grands chevaux, il demande et exige que le délégué soit syndiqué à la C. G. T. U. ; il prétend que cela est un affront à la C. G. T. U. Le camarade Ravanié précise que c'est en tant que délégué d'une organisation qui lie les confédérés et les unitaires. Une discussion sans fin se déroule. Le camarade Amar, dans un but d'unité, propose le camarade Bouchefon, du Conseil de l'Union locale d'Unité. Le camarade Anzalric appuie la proposition Amar. Ravanié mène le combat pour que l'on accorde le camarade Julian, secrétaire de la Bourse du Travail. Bref, on vote. La proposition Amar est votée à mains levées. Le camarade Bouchefon prend la parole, il exprime les vœux traditionnels et regrette cet incident. Il fait l'éloge du camarade Julian sur sa conduite syndicale.

Le camarade Anzalric propose des vœux en faveur du Gouvernement russe et en faveur de l'annexion intégrale en France. Le camarade Amar propose que les vœux pour l'annexion soient joints et envoyés en Russie. On sent le vent et on laisse tomber les vœux. Nos moscoutraies refusent le combat : ils marchent au doigt et à l'œil de la dictature.

Les commissions sont proposées par le Bureau fédéral, c'est la cuisine. Le camarade Amar proteste contre cette façon de procéder et, seul, vote contre. Les Commissions sont échues.

Il faut dire qu'au début, il y a eu grande émotion chez les orthos en constatant la présence du camarade Tixier, dont on connaît les débâcles avec les pirs et les assommodades dont il fut victime.

Les politiciens ont été stupéfaits de son apparition.

Nous les avons vu mettre le nez dans leurs papiers et on ignore s'ils se mouchaient ou s'ils cachaient leur surprise. La présence de Tixier a évité les cabales. En revanche, les moscoutraies ont cherché toutes les arvetes, la procédure communiste entre en jeu. Ils contestent le mandat de délégué d'Alger dont est nanti Tixier. On lève la séance et les commissions se mettent au travail.

La commission des mandats valide le plus grand nombre, mais celui d'Alger revient sur le tapis ; une discussion d'une certaine violence s'élève. La commission décide d'entendre Tixier et Cordier. Tixier expose les salades commises à son égard au syndicat de Paris. Les bafouillages de Cordier ne valent pas. Nous sentons la haine et le parti-pris contre Tixier. Le camarade Ravanié, avec tact et doigté, défend le délégué d'Alger. Nous lui rendons hommage à lui qui ne partage pas les conceptions de Tixier. On passe au vote : trois voix pour l'admission, une abstention et une voix contre.

Nos pur qui avaient eux-mêmes désigné la commission des mandats sont attérés.

DEUXIÈME SÉANCE

Comme toujours, le Bureau Fédéral est à son poste de combat et soutient ses soldats rouges. Un parmi les purs propose une revue rouge de cartes confédérées : cela dans le but de faire partir quelques camarades syndicalistes de Marseille.

Le camarade Ravanié proteste avec véhémence et répond des camarades présents ; il est soutenu par les camarades Tixier et Amar. La revue rouge des cartes tombe à l'eau.

Ancalric propose d'exclure la presse bourgeoisie du Congrès. Amar déclare qu'il faut que tout le monde sache que nous existons et il fait connaître qu'à Marseille le pressé locale a toujours rendu service à l'action corporative.

Ravanié dit que si nous excluons la presse bourgeois, il faut aussi exclure la presse lafayette, ce qui peut nuire à notre expérience.

Malgré les difficultés, pour arracher le Syndicalisme à l'inertie, à la mort, réalisons l'Unité quand même !

LE PEN.

Une fête à Cormeilles

Le Syndicat de la région Argenteuil, Cormeilles, Bezons, la Maison du Peuple Argenteuil, la Section et la Jeunesse de Cormeilles-en-Parisis, la Section et la Jeunesse de Saint-Ouen organisent pour dimanche 31 août, au fort de Cormeilles, une grande fête champêtre, sous la présidence du camarade André Marty.

Le programme : Epreuves sportives (course cycliste (F. S. T.) et à pied (challenge féminin Antoine Ker) ; concert en plein air, théâtre de verdure ; grand bal ; attractions diverses.

Cette fête étant organisée par la Maison du Peuple d'Argenteuil, fusionnant avec les sections régions Cormeilles, c'est à la gare de Cormeilles-en-Parisis qu'il faut descendre.

Train : départ Paris (Saint-Lazare), 9 h. 45. Le ravitaillement sera assuré par la Coopérative d'Argenteuil.

Les Sections et Jeunesse sont priées de venir avec leurs fanions et drapeaux.

Voir en 3^e page :
AUX SYNDICALISTES DES GUIRS
ET PEAUX

Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libertaire
16-12 rue Paul-Lelong, Paris.

La Vie de l'Union Anarchiste

FÉDÉRATION DE LA RÉGION PARISIENNE

A tous les groupes

Le Comité d'Initiative de l'U. A. m'ayant désigné pour remplacer le camarade Rémy-Ringer à l'administration du « Libertaire » ;

Le camarade Grégoire, membre du bureau de propagande, demandait son remplacement parce qu'il est malade.

Arachart n'était plus à Paris pour le moment.

Il est nécessaire de reformer le bureau.

Tous les groupes sont invités à discuter dans leur prochaine réunion : 1^{re} de l'opportunité d'un Congrès de l'U. A. ; 2^{re} de la formation d'un nouveau bureau, désigner le délégué au Comité d'initiative, lui donner tous les renseignements demandés dans la circulaire précédemment parue.

Un comité d'initiative extraordinaire sera tenu dans une huitaine ; tous les groupes sont priés d'y envoyer leur délégué, même et surtout la banlieue.

QUETIER

Paris et banlieue

Groupe du 20^e. — Ce soir, à 20 h. 30, réunion du Groupe, 28, boulevard de Belleville.

Compte rendu du Comité d'initiative ; Discussions à prendre pour le prochain Congrès. Présence indispensable de tous.

Groupe Anarchiste Universitaire et des 5^e et 6^e. — Ce soir, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau.

Boulangers. — Les camarades détenteurs de carnets à souches ou de timbres sont priés de passer à la permanence avant le 1^{er} septembre, pour régler leurs comptes avant le contrôle.

Dans le Bronx. — Les camarades syndiqués auront à cœur d'assister à la grande réunion du vendredi 29 août, à 18 h. 30, salle Bondy. La situation de la corporation et la propagande à faire étant de toute nécessité, les responsabilités de chacun étant comprises, tout doit être mis en œuvre pour la réussite.

Ebenistes. — Conseil syndical ce soir, à 18 h. 30, au siège.

Chambre Syndicale Autonome des Métallurgistes. — Dorénavant, le trésorier tiendra permanence tous les jeudis, au siège, après dîner.

Soir, les collecteurs sont priés de venir régler leurs comptes pour permettre au trésorier de convoquer la Commission de contrôle.

Les camarades possesseurs de listes de souscription pour les marins du Havre sont également invités à les rapporter.

Métaux (Section du Bronx). — Assemblée générale de la Section ce soir, à 18 h. 30, salle Bondy, à la Bourse du Travail.

Les camarades de la Section se doivent d'y assister.

Papier Carton. — Ce soir, à 20 h. 45, Maison Communale, 111, rue du Château, réunion corporative de la Brochette.

Vu l'importance de cette réunion, nous compsons sur la présence de tous les corporants.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Pas de Conseil ce soir.

Travaillateurs de la Pierre. — Il est rappelé que, par décision de l'Assemblée Générale du 10 courant, les adhésions seront portées à 15 francs à partir du 1^{er} septembre 1924.

De plus, les camarades ayant appartenu à l'organisation et l'ayant quittée sans motifs plausibles depuis trois ans, seront tenus de payer leurs cotisations arrêtées.

Terrassiers. — Ce soir, Conseil d'administration à 17 h. 30, salle des Commissions, Bourse du Travail, 4^e étage.

Fédération des Jeunesse Syndicalistes de la Seine. — Réunion au siège du Comité d'initiative ce soir, à 20 h. 30. L'ordre du jour étant chargé d'importantes décisions étant à prendre, chaque groupe doit être présent. La présente note tient lieu de convocation individuelle.

Minorité Syndicaliste Révolutionnaire de la Seine. — Le 29 août, réunion du Comité (deux délégués par syndicat et minorité syndicale), à 21 heures, petite salle des Travaux, avenue Mathurin-Moreau, premier étage.

Le rôle de l'Union locale : les Jeunesse Syndicalistes ; l'Unité.

Jeunesse Syndicaliste du Livre. — Réunion vendredi, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 3^e étage.

P.-S. — Les adhésions sont reçues.

Syndicat l'Union des Travailleurs de Croix-Gagnache. — Dimanche prochain, à 9 h. 30, assemblée générale au siège, 2, rue de l'Ermite, à Croix.

Situation financière ; la Question du chômage ; Grèves en cours, Solidarité ; Proposition d'une subvention mensuelle au « Libertaire » pour sa page syndicale.

N. B. — Les camarades faisant partie de la Commission de contrôle sont priés de passer devant le trésorier Volke.

DANS LE S. U. B.

CONSEIL GÉNÉRAL EXTRAORDINAIRE, ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14. Tous les délégués de toutes les sections doivent être présents. Le camarade Couture, président de l'Assemblée Générale du 17 août, est convoqué d'urgence, ainsi que le camarade Claveri, des Peintres.

CHARPENTIERS EN BOIS. — Réunion du Conseil syndical ce soir, à 17 h. 30, bureau 13, avant le Conseil général. Urgence.

MONTEURS-ELECTRICIENS. — Conseil syndical demain, à 18 heures, bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage.

ON DEMANDE COMPAGNONS BRIGADEURS, charpentiers, en bois, peintres, ornementistes, peintres, serruriers, électriciens.

DECLOUT et GALANDRIN. — Lettres pour vous au bureau du S. U. B.

LE CAMARADE LACROISILLE doit passer d'urgence ce soir, au bureau du S. U. B.

SE RUEGUE AL COMPANERO SALENCH, 21, mama-nana jueves a las 6 de la tarde, para urgente.

PETITE CORRESPONDANCE

Armand Baudoin de Lagny. — Pourras-tu me donner quelque chose pour le 1^{er} septembre ? Si oui, je te donnerai pour le journal ou poste restante n° 93 — Trapet.

J. S. Eoudoux. — Passe au « Libertaire » prendre une lettre. Amitiés. — R. Dulud.

Lucien Bayot. — Ai mis C. A. au courant.

Jordan Boutich est prié de passer chez Muy.

Henri Cottin. — Est-il possible de te voir à Paris, ou bien de correspondre ? — Sarnin.

Le camarade de Saint-Ouen qui, accompagné d'un autre, a vu Mauidas au journal, est prié de se mettre en relation avec Quétier Maurice, chez M. Siselle, 111, rue des Moines, Paris (17^e).

Goli Torquato est prié de voir Quétier ce soir, de 18 heures à 22 heures, 111, rue des Moines, Paris (17^e).

Marestan. — Je m'occupe de votre commande.

— M. Jouet.

Le Menès, Trézéac. — J'envoie une partie de la commande Envio 150 francs si possible. La suite lundi ou mardi. — Jouet.

Camarade désirant entrer en relations avec camarades habitant Amérique du Nord ou Canada. Ecrire à Marc Somur, 19, boulevard Galien, Bry-sur-Marne (Seine).

Germaine Linthaut. — Ton copain pourrait-il aider Maurice à poser un treillage autour d'un terrain, ce dimanche ou l'autre, en payant ? Perdu ton adresse. — Félicie.